



Page 1

1. Pourquoi maintenant?

2. Citoyens de l'UE/EEE

Page 2

3. Citoyens hors UE/EEE

4. Fiscalité

5. Héritage, trusts et fondations

Page 3

6. Fintech

7. acquisition d'un bien immobilier

Relocalisation privée en Suisse

Nombre de nos clients entrepreneurs nous demandent actuellement comment ils pourraient se relocaliser en Suisse, que ce soit seuls, avec leur entreprise ou avec leur famille.

La Suisse continue de jouir de la réputation de combiner le plus haut niveau de vie avec la stabilité politique, la sécurité, un statut financier AAA selon Fitch et Moody's, un système éducatif de premier ordre avec les meilleures universités du monde et - malgré l'initiative de l'OCDE sur les impôts minimums - un environnement fiscal attractif et "ouvert aux affaires", avec de nombreux talents disponibles grâce aux traités bilatéraux avec l'UE et un droit du travail flexible et favorable aux employeurs. Cette situation est particulièrement attrayante pour une clientèle mobile, active et prospère, orientée vers l'international.

1. Pourquoi maintenant

En comparaison, la Suisse est restée attractive en temps de crise, comme la crise Covid, et politiquement stable dans les circonstances actuelles, notamment parce que l'inflation est sous contrôle. Abrisant le siège de nombreux géants industriels, de Nestlé à Novartis, de Roche à ABB, elle est considérée comme un centre d'affaires également pour des entreprises modernes comme Google.

Le système de soins de santé résilient, les universités de classe mondiale, l'attitude principale du gouvernement axée sur le citoyen sont perçus comme des raisons supplémentaires de s'installer ici.

Avec une superficie de 40 000 km², le pays offre un paysage merveilleux, de la chaleur méditerranéenne au Tessin au climat polaire dans les Alpes, avec de nombreuses rivières, lacs et forêts.

Grâce aux liaisons aériennes internationales et à sa situation idéale au cœur de l'Europe, toutes les villes d'affaires européennes sont rapidement accessibles et des vols directs vers Los Angeles et Pékin et d'autres hubs mondiaux sont disponibles quotidiennement.

2. Citoyens de l'UE/EEE

Les citoyens de l'UE/EEE bénéficient d'un statut privilégié en Suisse en vertu de l'accord dit bilatéral. Les citoyens qui exercent une activité professionnelle, qui ont un contrat de travail de plus d'un an avec un employeur suisse ou qui dirigent leur propre entreprise peuvent obtenir un permis de séjour.



Janvier 2023

Page 2/3

Newsletter

Page 1

1. Pourquoi maintenant?

2. Citoyens de l'UE/EEE

Page 2

3. Citoyens hors UE/EEE

4. Fiscalité

5. Héritage, trusts et fondations

Page 3

6. Fintech

7. acquisition d'un bien immobilier

Les citoyens de l'UE/EEE sans activité professionnelle doivent prouver qu'ils disposent de moyens financiers suffisants, d'une assurance maladie et d'un logement adéquat.

3. Citoyens hors UE/EEE

Pour les citoyens non-UE/EEE, des permis de séjour peuvent être accordés aux personnes retraitées à partir de 55 ans, pour des raisons médicales et éducatives et bien sûr pour des raisons professionnelles.

Notamment, les entrepreneurs qui arrivent avec leurs entreprises en Suisse et créent des emplois peuvent obtenir des permis de séjour pour eux-mêmes.

Depuis le Brexit, les citoyens britanniques appartiennent à la catégorie des non-UE/EEE.

4. Fiscalité

En principe, les avantages fiscaux de la Suisse sont des taux d'imposition faibles, une attitude coopérative des autorités fiscales et des conventions fiscales forfaitaires avantageuses pour les particuliers très fortunés (UHNWI).

Il existe près de 90 conventions fiscales internationales dont on peut bénéficier et il y a des exceptions pour les biens immobiliers, les trusts et les participations majoritaires dans des sociétés.

Il existe un impôt sur le revenu et un impôt sur la fortune. Pour les contribuables étrangers, des forfaits fiscaux peuvent être négociés avant leur arrivée ("imposition forfaitaire").

Comme on le sait, les taux d'imposition peuvent varier considérablement non seulement entre les cantons mais aussi entre les communes.

C'est ce qu'on appelle la "concurrence fiscale suisse", qui permet de maintenir des taux d'imposition aussi bas que possible dans tout le pays.

Les taux d'imposition les plus bas sont observés à Zoug, à Schwyz et au Liechtenstein voisin, à partir de 12 % (15 % en 2024) pour les entreprises et de 22 % pour les particuliers.

Certains cantons proposent des programmes d'incitation aux entreprises qui souhaitent s'installer en Suisse.

5. Héritage, trusts et fondations

Dans la plupart des cantons suisses et au niveau fédéral, il n'y a pas d'impôt sur les successions entre conjoints et descendants directs, ni d'impôt sur les donations.



Page 1

1. Pourquoi maintenant?

2. Citoyens de l'UE/EEE

Page 2

3. Citoyens hors UE/EEE

4. Fiscalité

5. Héritage, trusts et fondations

Page 3

6. Fintech

7. acquisition d'un bien immobilier

La Suisse et le Liechtenstein reconnaissent les trusts et fondations de droit étranger (signataires de la convention de La Haye) et depuis 2007, les pratiques cantonales sont harmonisées en matière d'imposition des trusts. Les sociétés fiduciaires en Suisse sont réglementées par la FINMA (2023). Le fait que le trust soit irrévocable et discrétionnaire est très important et il est certainement conseillé aux étrangers qui envisagent de s'installer en Suisse de procéder à une planification avant leur arrivée. Dans tous les cas, il convient de demander conseil à un professionnel du droit fiscal et du droit de la famille avant de devenir résident suisse. Les fondations suisses sont généralement utilisées pour les organisations caritatives exonérées d'impôts.

6. Fintech

La Suisse et le Liechtenstein voisin disposent d'une législation favorable et de premier plan au niveau mondial pour les Fintechs, avec une excellente réputation. Depuis cette année 2021, la Suisse dispose d'un cadre juridique pour les technologies à registres distribués, par exemple le système blockchain. Là encore, il convient de demander conseil avant l'arrivée et avant d'établir une nouvelle Fintech. En vertu des lois suisses sur les services bancaires et financiers, il existe une "licence bancaire légère" et, au Liechtenstein, des licences pour divers fournisseurs de blockchain.

7. acquisition d'un bien immobilier

Pour acquérir un bien immobilier résidentiel en Suisse, les ressortissants étrangers doivent généralement obtenir un permis de séjour suisse. Il est toutefois intéressant de noter que l'acquisition de biens immobiliers commerciaux et industriels en Suisse n'est pas limitée. Dans certains cantons, il est possible d'acquérir une maison de vacances sans permis de séjour suisse, ce qui s'est avéré être une entrée en matière réussie pour de nombreux nouveaux arrivants en Suisse.